



HAL
open science

État des résistances sur un mouvement social particulier, l'altermondialisation halieutique

Julien Noel

► **To cite this version:**

Julien Noel. État des résistances sur un mouvement social particulier, l'altermondialisation halieutique . 2009. hal-01653886

HAL Id: hal-01653886

<https://univ-rennes2.hal.science/hal-01653886>

Submitted on 2 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉTAT DES RESISTANCES SUR UN MOUVEMENT SOCIAL PARTICULIER, L'ALTERMONDIALISATION HALIEUTIQUE

Par Julien NOEL¹

julien.noel@univ-nantes.fr

Résumé de l'article

En s'inspirant des nombreux travaux récents sur la « mouvance altermondialiste », l'objectif de cette contribution consiste à décrypter les dimensions spatiales ainsi que la « géographicit   » d'une de ses composantes, le mouvement international des pêcheurs artisans. Autrement dit, il s'agit de montrer à travers un regard géographique comment ce mouvement social propre à l'halieutique s'inscrit dans une logique de réappropriation sociospatiale au processus de mondialisation. En effet, en tant que secteur d'activité original et fortement mondialisé, l'halieutique génère de multiples enjeux géographiques conflictuels et inégalitaires, qui favorisent en retour l'émergence de contestations. En réponse, les altermondialistes halieutiques, du fait de leur composition et de leurs revendications, développent des actions spatiales singulières. En définitive, si cette dynamique altermondialiste semble confrontée à certaines discontinuités spatiales, certaines recompositions spatiales et quelques initiatives militantes récentes apparaissent susceptibles d'enclencher des reconfigurations territoriales intéressantes à l'échelle de ce mouvement, même si de multiples risques restent encore prégnants.

Mots-clés : (Alter)mondialisation, Dimensions spatiales, Pêche (artisanale et à petite échelle)

INTRODUCTION

« Un autre monde est possible ! ». Véritable fer de lance dans l'affirmation des « nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation » (Sommier, 2001), ce slogan intrigue tout autant qu'il interpelle. En effet, si de nombreux mouvements sociaux alternatifs, critiques envers le processus de mondialisation, se sont récemment fédérés au sein d'une coalition originale dénommée « **altermondialisation** » pour devenir « un thème de plus en plus connu du grand public, [...] les clichés et les caricatures continuent d'abonder à son propos » estime Eddy Fougier (2004). D'une manière générale, les multiples mouvements sociaux se réclamant de cette « planète altermondialiste » (Bonfiglioli et Budgen, 2006) peuvent être présentés comme une « nouvelle mouvance sociale hétérogène contestataire à la globalisation néolibérale, à mi-chemin entre un néo-keynésianisme réformateur et un néo-marxisme plus radical » (Noel, 2004). Mais comme pour d'autres mouvements contestataires, il convient de souligner l'importance que revêt la dimension spatiale (Ripoll, 2008), voire territoriale (Pech, 2006), au sein de ces mobilisations, et ce « en chacun de leurs moments : naissance, structuration, revendications, actions,... » (Ripoll, 2008).

L'objectif de cette contribution consiste donc à décrypter les **différentes dimensions spatiales** d'une des composantes de cette mouvance altermondialiste, « l'Internationale halieutique » (Noel, 2004) – tant du point de vue de ses spatialit  s² que de ses dynamiques – tout en essayant de montrer la « **g  ographicit  **¹ » dont reste porteur ce mouvement protestataire (Noel, 2009). Aussi notre réflexion s'appuie t'elle sur une méthodologie combinant à la fois une large revue bibliographique pluridisciplinaire (géographie, sociologie, politologie) et plurith  matique (mondialisation, altermondialisme, halieutique) et militante (Le Sann, Chever, Kurien, Mathew), à laquelle s'ajoutent certaines observations et travaux effectués par l'auteur (Noel, 2004 et 2009 ; Leroux et Noel, 2007)

¹ Attaché temporaire à l'enseignement et à la recherche (ATER) au sein de l'Institut de géographie et d'aménagement régional de l'Université de Nantes (IGARUN).   galement Doctorant en fin de thèse de géographie au sein du laboratoire *Géolittomer LETG UMR 6554-CNRS* de l'Université de Nantes. L'intitulé de la thèse, dirigée par le Pr. Jacques Guillaume (Université de Nantes), porte sur un « *Regard géographique sur l'altermondialisation. Le cas des activités halieutiques (et aquacoles)* ».

Coordonnées professionnelles : *Géolittomer*, Université de Nantes
Chemin de la Censive, BP 81227
44312 Nantes Cedex 3

² Respectivement les caractéristiques de la dimension spatiale d'une réalité sociale et le caractère géographique d'un phénomène » au sens large; (Lévy & Lussault, 2003).

ainsi que de nombreux témoignages recueillis au gré de nos enquêtes auprès des acteurs et structures militantes (professionnels du secteur, responsables associatifs, ONG,...) plus ou moins immergés au sein de ce « mouvement international de pêcheurs artisans » (Le Sann, 2001).

Aussi, dans un secteur d'activité aujourd'hui fortement mondialisé, les singularités spatiales et les enjeux géographiques véhiculés par l'halieutique tendent à devenir de plus en plus conflictuels et inégalitaires (1). Ce contexte favorise ainsi l'émergence de mobilisations contestataires propres au secteur, tant de point de vue de ses acteurs que de ses rhétoriques et de ses stratégies spatiales (2). Néanmoins, cette dynamique altermondialiste semble confrontée depuis quelque temps à divers déficits sur le plan spatial auxquels le mouvement tente de faire face par certaines recompositions spatiales et initiatives territoriales, et ce malgré quelques risques persistants (3).

1 – L'HALIEUTIQUE : UN ESPACE DE VIE SINGULIER ET TERRAIN DE PREDILECTION POUR L'ALTERMONDIALISATION

Avant de s'intéresser aux principaux enjeux géographiques véhiculés par le secteur halieutique ainsi qu'à leurs évolutions inégalitaires (12), il convient au préalable de présenter les spécificités de cette activité primaire ainsi que celles de l'espace de vie littoral sur lequel elle est fortement reliée (11).

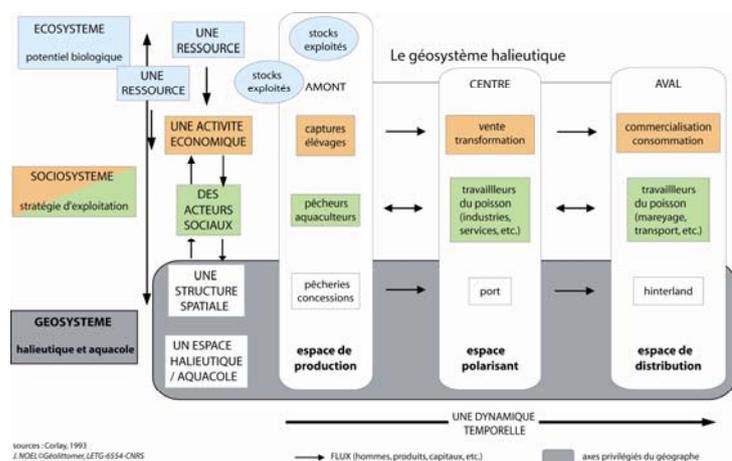
11 – L'halieutique, un secteur d'activité singulier de l'espace littoral au cœur de multiples enjeux

Le littoral, entendu comme la zone située à « l'interface terre-mer » (Corlay, 2004), se trouve placé à la convergence de nombreuses influences. Aussi se présente-t-il comme un espace de vie et de travail essentiel et indispensable, notamment pour les hommes qui s'y pressent et pour les multiples activités (commerce, pêche, tourisme, etc.) qui s'y concentrent (Thumerelle et Vigarié, 1998). Cette **littoralisation** démographique et économique³ induit des conditions d'existence et des interactions particulières avec le milieu, ce qui se traduit par un « degré de pénétration des influences maritimes » (*ibid.*) plus ou moins fort dans l'exigence quotidienne des individus, groupes sociaux et autres collectivités présents sur cet espace. Cette « **maritimisation** » de l'espace vécu se traduit par une mentalité particulière, autrement dit par « une propension à percevoir et à concevoir, à travers la mer, le monde extérieur et les événements qui s'y déroulent d'une certaine façon, et à prendre position en conséquence » (*ibid.*). Les spécificités de cet espace littoral combiné aux représentations qu'il engendre fondent en partie l'originalité des sociétés qui l'occupent, et en particulier celles qui pratiquent l'activité de pêche.

Par définition, « l'halieutique » désigne tout ce qui a trait au champ de la pêche, c'est-à-dire cette activité de cueillette, de prélèvement ou de capture de ressources vivantes et sauvages (animaux et végétaux) au dépend du milieu aquatique. Néanmoins, nous aborderons cette notion pluridisciplinaire en nous appuyant sur la méthodologie particulière du **géosystème halieutique** telle qu'élaborée par Jean-Pierre Corlay (1993).

Schématiquement, ce géosystème résulte « de la rencontre entre un potentiel de ressources biologiques marines, [l'écosystème et] d'une stratégie d'exploitation de ce potentiel », [le sociosystème] (*ibid.*). Celui-ci produit « une structure spatiale singulière, l'espace halieutique » (*ibid.*), qui se décompose en trois volets (*figure 1*) :

- un espace de production, à l'intérieur duquel les ressources sont prélevées ;



³ Près de 60 % de la population mondiale se concentrent à moins de 100 km des côtes et la grande majorité des échanges (3/4 en volume et 2/3 en valeur) s'effectuent par voies maritimes.

- un espace de distribution, où s'opèrent la commercialisation et la consommation des produits ;
- un espace polarisant et jointif structurant les deux autres espaces (traitement des produits, administration,...).

Ainsi décomposée, l'activité halieutique inscrit son espace de vie au sein d'une large filière, qui de part ses caractéristiques spécifiques, concentre de multiples **enjeux géographiques** tant à différents degrés de cette filière - de l'artisanal au traditionnel, de la production à la consommation des produits de la mer - qu'à diverses échelles spatiales - du local au global (Corlay, 2004). Cette activité présente premièrement des enjeux socioéconomiques. D'après les évaluations de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près de 35 millions de *fishworkers* (travailleurs du poisson) travaillent au sein de la filière, de la capture à la commercialisation des produits. Néanmoins, « en appliquant un coefficient multiplicateur de 4 à 5 par foyer, [le secteur halieutique] ferait vivre en réalité entre 140 et 185 millions de personnes » (*ibid.*) avec les activités connexes qui lui sont liées. En outre, le secteur génère des flux de richesses - et de devises - conséquents puisque la valeur économique des exportations du secteur avoisine la soixantaine de milliards de dollars US. par an (Corlay et Chaussade, 2008). L'halieutique participe également aux enjeux de sécurité alimentaire puisqu'elle représente environ 16 % de la consommation mondiale en protéines animales et fournirait, selon un rapport *Greenpeace* de 1994, près de 40 % de la ration protéinique pour plus de 60 % des populations du Sud (Chaussade, 1997). Sur le plan culturel, la pêche contribue à une « socio-diversité » (Corlay, 2004) puisqu'elle reste génératrice d'une multitude d'identités locales fortes ainsi que de savoir-faire artisans et traditionnels. Enfin, l'enjeu spatial et territorial demeure d'une importance particulière puisque l'activité permet une relative « stabilité socio-spatiale, qui se mesure à l'aune des espaces construits et vécus par les communautés de pêcheurs à l'interface terre-mer et en mer » (Corlay, 2004).

Cependant, dans un contexte spatial de plus en plus globalisé, et avec des ressources de plus en plus limitées, les enjeux véhiculés par ce secteur tendent à devenir de plus en plus **conflictuels** et **inégalitaires** en termes de production, de partage et d'échange des richesses halieutiques (Leroux et Noel, 2007).

12 – L'halieutique, un secteur d'activité de plus mondialisé mais de plus en plus inégalitaire

Activité ancienne et ubiquiste, la pêche a connu tout au long du XX^e siècle de profondes mutations techniques (motorisation, congélation, etc.) qui ont contribué à une « véritable explosion » du secteur dans un contexte de mondialisation grandissant. Mais face à la diversité – complémentaire – des approches géographiques envers ce processus – et qui s'apparente le plus souvent à une intégration croissante d'espaces et d'hommes à l'échelle mondiale (cf. notamment Dolffus, 2001) – nous optons ici pour l'analyse de Laurent Carroué qui voit en ce phénomène une extension progressive et multiséculaire du **capitalisme** à l'ensemble de l'espace planétaire (Carroué, 2002). Or, l'accélération et l'amplification actuelle de ce processus – auquel participe d'ailleurs pleinement le secteur halieutique – soumettent celui-ci à des logiques spatiales instables et contradictoires. Désormais, soumise à une libéralisation croissante, l'activité halieutique devient de plus en plus dominée par de puissantes multinationales aussi bien dans les segments de la production (Unilever, Pescanova) que de la distribution (Walmart, Findus), concourant ainsi à une relative « déterritorialisation » de l'ensemble de la filière, elle-même perçue par les pêcheurs artisans comme une menace certaine de « décohésion socio-spatiale » (Noel, 2004).

Si les captures des ressources marines demeurent encore très largement **atomisées** à l'échelle de la planète, la géographie de l'activité pêche a connu de profonds bouleversement aux cours des trente dernières années (Corlay et Chaussade, 2008). Si certains pays du Nord affichent toujours un niveau d'activité important (Canada, Etats-Unis, Europe, Japon, Russie), il semble bien que le centre de gravité de l'espace halieutique mondial ait très majoritairement glissé vers les nouvelles puissances halieutiques d'Asie du sud-est (Chine, Inde, Indonésie,...) et d'Amérique latine (Pérou, Chili) qui regroupent près des deux tiers de la production mondiale (*ibid.*). Mais dans les faits, « si l'essor de la production [...] demeure en grande partie imputable aux pays en développement, [celle-ci] ne leur profite pas totalement » (Corlay, 2004). En effet, la moyenne mondiale des disponibilités alimentaires⁴

⁴ Cet indicateur FAO mesure la quantité annuelle de produits de la mer ingérée par habitant.

aquatiques – qui avoisine les 16 kg/habitant/an – masque en fait d'énormes disparités dans le partage de la rente aquatique, les populations des pays industrialisés consommant en moyenne 28 kg/hab. contre à peine 14 kg/hab. pour les pays en développement (Chaussade, 1997). Enfin, dernier paradoxe, comme la mondialisation n'a jamais été aussi forte en matière d'échanges de produits de la mer (Corlay et Chaussade, 2008), les produits aquatiques figurent parmi les denrées les plus commercialisées à l'échelle du marché international, avec près de 40 % de la production totale. Néanmoins ce négoce apparaît profondément déséquilibré spatialement, renforçant ainsi des phénomènes de **concentration** sur l'aval de la filière halieutique. Cela se traduit pour Jean Chaussade par « un véritable transfert de protéines » dans la distribution et la consommation de la rente aquatique au profit d'une « demande insatiable » des pays du Nord qui concentrent plus de 80 % des importations (Chaussade, 1997).

Cette « **marchandisation** » du monde halieutique tend donc à mettre en concurrence des systèmes territoriaux différents et spécialisés, débouchant pour Laurent Carroué sur « une explosion des inégalités » : crises environnementales (surexploitation et gaspillage de la ressource, perte de biodiversité), instabilités culturelles (érosion du patrimoine maritime, rivalités identitaires), fractures sociales (précarité socioéconomique, insécurité alimentaire), etc. (Carroué, 2002)... autant de facteurs propices à l'émergence d'un mouvement contestataire au sein du secteur.

2 – SPATIALITES ET DYNAMIQUES SPATIALES DE L'ALTERMONDIALISATION HALIEUTIQUE

Afin de faciliter la compréhension de l'altermondialisation halieutique, il convient au préalable d'examiner la composition de ses membres (21) avant d'explicitier le contenu spatial de son discours (22) et de ses actions (23).

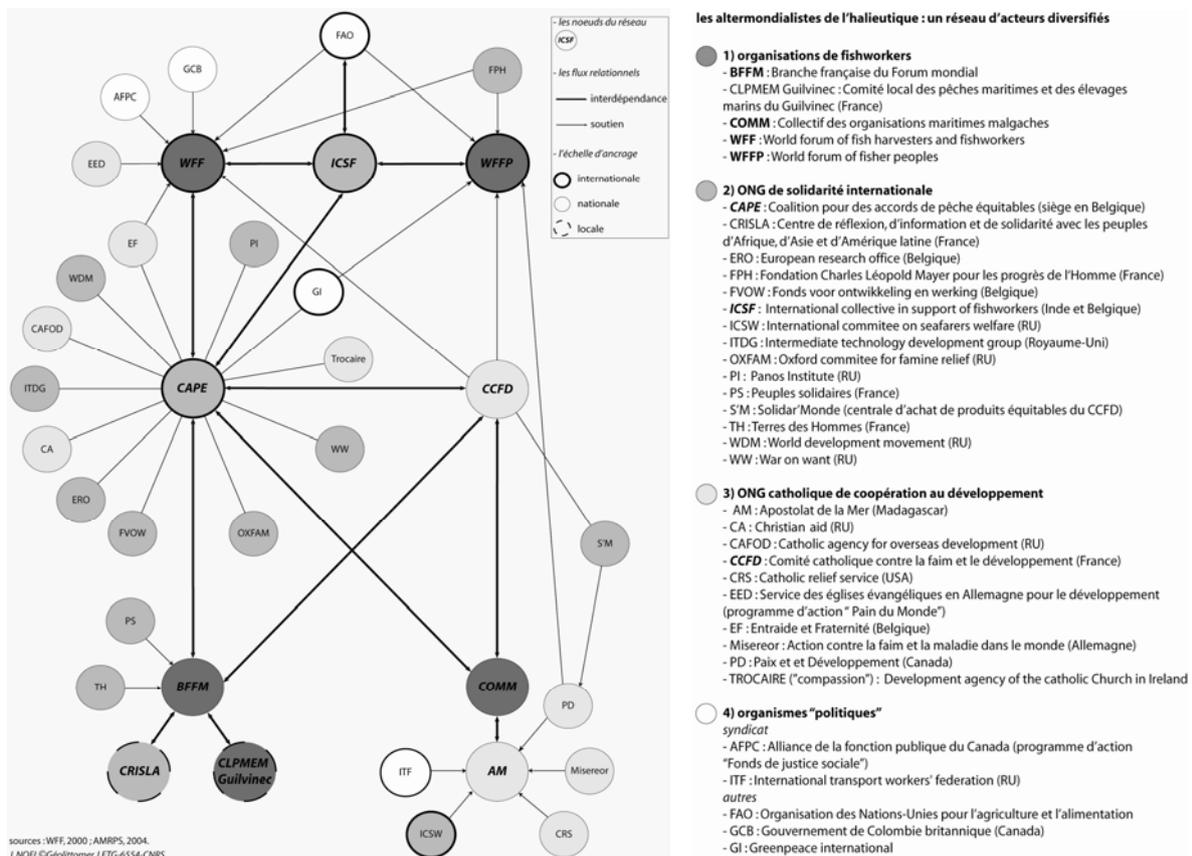
21 - Qui sont les altermondialistes du secteur ?

Si la mouvance altermondialiste généraliste se considère comme un « espace sans réelle centralité » (Pech, 2006), une analyse plus fine du spectre militant permet d'identifier et de répertorier plusieurs catégories d'acteurs (Fougier, 2004). Force est de constater qu'il en va de même pour cette contestation halieutique, qui peut être assimilée à une sorte de « fédération à mi-chemin entre une organisation de type communautaire et une organisation de type syndical » (AMRPS, 2004). L'approche géographique permet d'approfondir les analyses sur le fonctionnement **réticulaire** de cette mobilisation, qui se décompose en deux principaux groupes d'acteurs : des structures d'appui et d'échange d'un côté, et des organisations de masse de travailleurs de l'autre, dont l'*International collective in support of fishworkers (ICSF)* et le *World forum of fishworkers (WFF)* apparaissent comme les points nodaux respectifs (*figure 2*).

La première catégorie d'acteurs regroupe des **organismes** internationaux **d'appui** intervenant dans des champs thématiques spécifiques, tels les ONG catholiques de coopération au développement (CCFD) ou de solidarité internationale (FPH). À une échelle plus « régionale », la Coalition pour des accords de pêche équitables (**CAPE**) – basée à Bruxelles (Belgique) – fonctionne comme une structure en réseau qui associe plusieurs organisations spécialisées dans la surveillance et l'évaluation d'une problématique en rapport avec la mondialisation au sein d'un observatoire des relations halieutiques entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) (Noel, 2009). Néanmoins, l'organisme le plus emblématique du mouvement reste l'ICSF, qui s'apparente à un réseau d'appui et d'échanges entre organisations professionnelles du Nord et du Sud (Le Sann, 2001). Créé et basé en Inde à Chennai dès 1986, ce *think tanks* « fortement impliqué dans la reconnaissance et la valorisation de la pêche à petite échelle » regroupe une coalition diversifiée de militants allant des scientifiques (biologistes, sociologues) aux travailleurs sociaux en passant par de multiples techniciens, etc. (Noel, 2009).

L'autre composante altermondialiste, plutôt **syndicale**, est constituée de diverses organisations nationales de pêcheurs et de travailleurs de la pêche qui interviennent directement au sein de la filière, de la capture à la distribution, et qui sont membres du WFF à un échelon international. L'objectif principal de cette « Internationale de pêcheurs » consiste « à défendre les droits fondamentaux communautés de pêcheurs, la justice sociale et leur culture » (WFF, 2000). Soutenue par ces divers

organismes d'appui, la ramification des acteurs se retrouve par ailleurs à des niveaux d'échelles inférieures, comme l'atteste l'exemple de l'organisation nationale française – la Branche française du forum mondial (BFFM) –, créée en 2000, est en effet soutenue par diverses ONG d'appui, telles que le CCFD, la FPH, Terre des Hommes, Peuples solidaires et le CRISLA (Noel, 2009).



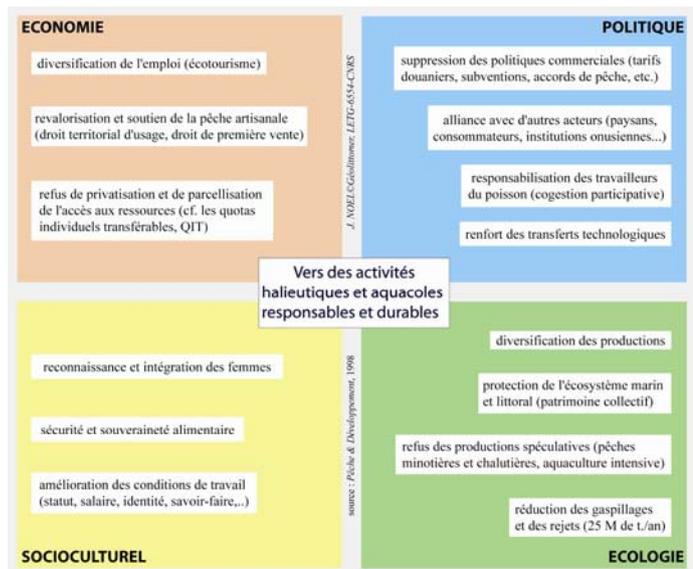
Tous ces acteurs militent donc, au moyen d'un altermondialisme critique, en faveur d'un certain nombre d'alternatives et d'actions militantes (Noel, 2004) dans le but de promouvoir « un nouvel ordre halieutique » mondial (Corlay, 2004).

22 – Quelles représentations rhétoriques de l'altermondialisme halieutique ?

À l'instar des études générales menées par de nombreux sociologues et politologues sur la mouvance altermondialiste (entre autres Agrikoliansky *et al.*, 2005 ; Sommier, 2001), l'altermondialisme promu par ces halieutes contestataires semble davantage s'inscrire dans une logique de « **réappropriation sociospatiale** » au processus de mondialisation plutôt que dans une logique d'émancipation ou d'opposition à celui-ci (Fougier, 2004).

Autrement dit, ce positionnement critique semble avant tout militer contre le **mal-développement** du secteur engendré par les politiques libérales : privatisation de l'accès aux ressources (quotas individuels transférables) ; pillages *via* les transferts technologiques de flottes (accords de pêche) ; gaspillages *via* des pratiques inadaptées (rejet de prises accessoires, pêches minotières) ou prohibées (pêche illégale sous pavillon de complaisance), etc. Selon ces acteurs, le secteur s'orienterait de plus en plus vers une logique de profit, privilégiant le développement d'activités productivistes et industrielles déterritorialisées au détriment des activités artisanales et traditionnelles davantage à finalité vivrière (AMRPS, 2004). A titre d'exemple, pour 1 kg de crevettes pêchées dans les mangroves des pays tropicaux, ce sont entre 8 et 10 kg de poissons divers qui sont aussi prélevés puis rejetés faute de débouchés commerciaux suffisants (Chaussade, 1997). Pour les altermondialistes, les produits halieutiques sont avant tout considérés comme des denrées marchandes, source de profits, au détriment de ressources qu'il importe de préserver afin de garantir des moyens d'existence aux populations de pêcheurs et de leurs communautés (AMRPS, 2004).

Or, comme l'exprime clairement John Kurien, « il faudrait maintenant un changement radical des manières de penser et des politiques pour corriger la situation » (Kurien, 2000). Selon ce chercheur-militant indien, il apparaît nécessaire de « réorienter l'activité vers des modèles de développement durable, où l'on devrait trouver un plus grand degré de justice, de participation et d'autosuffisance » ((Kurien, 2000). Le préambule de la charte de l'Assemblée constituante du WFF confirme l'orientation alternative souhaitée par ces acteurs : il s'agit de « *s'unir pour faire respecter les droits fondamentaux, l'équité sociale et la culture des pêcheurs et travailleurs de la pêche ; pour proclamer*



l'océan comme source de toute vie et pour s'engager à assurer la pérennité de la pêche et des ressources aquatiques pour les générations actuelles et à venir afin de protéger leurs moyens d'existence » (WFF, 2000).

Ces derniers restent convaincus que la réponse à la crise actuelle du secteur passe par une **revalorisation** et un **renforcement** de la **pêche à petite échelle**, autrement dit artisanale et traditionnelle. C'est dans cette optique que Kurien propose entre autre tout un ensemble de mesures alternatives (Kurien, 2000) afin de corriger ou de réduire les diverses inégalités auquel doit faire face ce secteur artisan (*figure 3*). Aussi, de part la diversité des acteurs qui la composent mais également des critiques sectorielles formulées, l'altermondialisation halieutique est amenée à appréhender l'espace de façon particulière.

23 – Quelles stratégies et pratiques spatiales de cet altermondialisme ?

Porter un regard géographique sur cette mouvance sociale revient donc à révéler les formes particulières et novatrices d'appropriation et d'organisation des espaces à diverses échelles qui lui sont propres (Pech, 2006). Afin de faire face aux difficultés d'investissement de l'espace public ainsi qu'à l'exigence de ne pas rester dans la seule contestation et de proposer des alternatives, les militants développent de **nouveaux concepts** (*fishworkers, small scale fisheries, coastal communities*)⁵ et s'orientent également vers plusieurs **formes de répertoires d'actions collectives**. Pour analyser les multiples espaces-enjeux de ces mouvements, Ripoll propose de catégoriser ces modes d'actions de la manière suivante (Ripoll, 2008) :

- des manifestations de masse. La participation du WFF, de certains réseaux (CAPE) et de certains membres (BFFM, COMM) à l'occasion de grandes conférences internationales (Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002) ou à la réalisation de campagnes de sensibilisation (campagne « Agir ici » en 1999) témoignent des activités de résistance mises en œuvre par ces mouvements.
- des actions « symboliques » menées par divers petits groupes. A ce titre, la « *Journée mondiale des pêcheurs* » célébrée par les altermondialistes le 21 novembre de chaque année depuis 1997 – date à laquelle est intronisée le WFF – est sans doute la plus emblématique. Concrètement, cette journée consiste en une programmation d'actions multiples et évolutives (manifestations contre les engins de pêche destructeurs, distributions gratuites de poissons, conservations des mangroves, etc.), permettant à la fois de mettre en valeur les liens de solidarités qui se sont noués entre *fishworkers* à travers le monde mais également de mettre en exergue les questions d'actualités essentielles pour l'avenir du secteur (WFF, 2000).
- des tentatives de constitution « d'espaces publics autonomes » (Ripoll, 2008). La mise en place par l'ICSF de Forums internationaux (Fortaleza en 2006) et d'ateliers régionaux (Océan indien en 2001),

⁵ Respectivement « travailleurs du poisson », « pêche à petite échelle » et « communautés côtières ».

mais aussi la participation du WFF à certaines manifestations altermondialistes généralistes (FSM de Porto Alegre en 2005), constituent autant d'opportunités de rencontres et de lieux d'expression entre militants, qui peuvent être interprété comme une « ébauche d'organisation territorialisée de l'altermondialisme » (Pech, 2006).

Un examen attentif sur l'articulation entre l'espace effectif des mobilisations - les lieux concrets où agissent les acteurs - et leurs espaces de référence - les lieux d'identification ou de compétence au fondement de ces actions - permet de révéler les dynamiques spatiales sur laquelle elles s'appuient. Ainsi les jeux d'échelles spatiales mobilisées par ces militants diffèrent en fonction de leur espace vécu. Les artisans français par exemple sont déjà largement engagés dans une économie halieutique marchande internationalisée alors que leurs homologues malgaches tentent plutôt de défendre leur activité de subsistance. Néanmoins, d'une manière générale, l'altermondialisation halieutique tend à s'appuyer sur une **double dynamique spatiale**. Face aux tendances de multiplication des échelles - politiques - de pouvoirs, celle-ci est amenée à s'ajuster et à multiplier ses propres échelles d'intervention (Ripoll, 2008), selon un « modèle spatial en tache d'huile » (Pech, 2006). Celui-ci se matérialise par l'alliance de contestations locales investies dans l'espace de vie des *fishworkers* qui, dans leurs oppositions fédératrices au processus de mondialisation en tant que problème public, contribuent par « saut scalaire » (Ripoll, 2008) à faire de l'espace-monde halieutique un nouvel espace d'enjeux pour ces mobilisations collectives.

Schématiquement, les spatialités altermondialistes se traduisent par une « production complémentaire de hauts lieux organisés de manière réticulaire » (Noel, 2004). Ces lieux symboliques permettent, certes le temps éphémère d'une rencontre, de concentrer le centre de gravité mondial de l'altermondialisme en un lieu précis, que celui-ci soit d'essence contestataire ou « structurationnelle ». Ainsi Rome et Delhi demeurent, par métonymie spatiale, les pôles d'impulsion les plus représentatifs de cette mobilisation (*figure 4*). Lors d'une conférence mondiale sur la pêche organisée à Rome en 1984 par la FAO, une centaine de pêcheurs artisans et traditionnels - en majorité du Sud, s'estimant marginalisés et en proie à de multiples difficultés (surexploitation des ressources côtières) - manifeste parallèlement à cette réunion (Le Sann, 2001). Dans un environnement mondialisé, ces acteurs se rendent compte que les actions menées aux échelles inférieures pour défendre leurs intérêts se doivent d'être de plus en plus appuyées à un niveau supérieur (AMRPS, 2004). Près de dix ans plus tard, plusieurs organisations de pêcheurs et militants se retrouvent à nouveau à Québec, en 1995, dans un contexte particulier de l'adoption par la FAO d'un « Code de conduite pour une pêche responsable ». Aussi, afin de consolider leurs organisations et de structurer leurs réseaux, ces militants décident de poser les bases d'un mouvement international de solidarité pour la promotion de la pêche à petite échelle, qui débouche deux ans plus tard sur la construction du WFF à Delhi en 1997 (Le Sann, 2001). Néanmoins, si l'altermondialisation halieutique semble faire preuve d'un certain dynamisme, celle-ci laisse tout de même apparaître certains signes d'essoufflement auxquels les géographes semblent être en mesure d'apporter quelques éléments de réponses.

3 – LES RECONFIGURATIONS TERRITORIALES DE L'ALTERMONDIALISATION HALIEUTIQUE

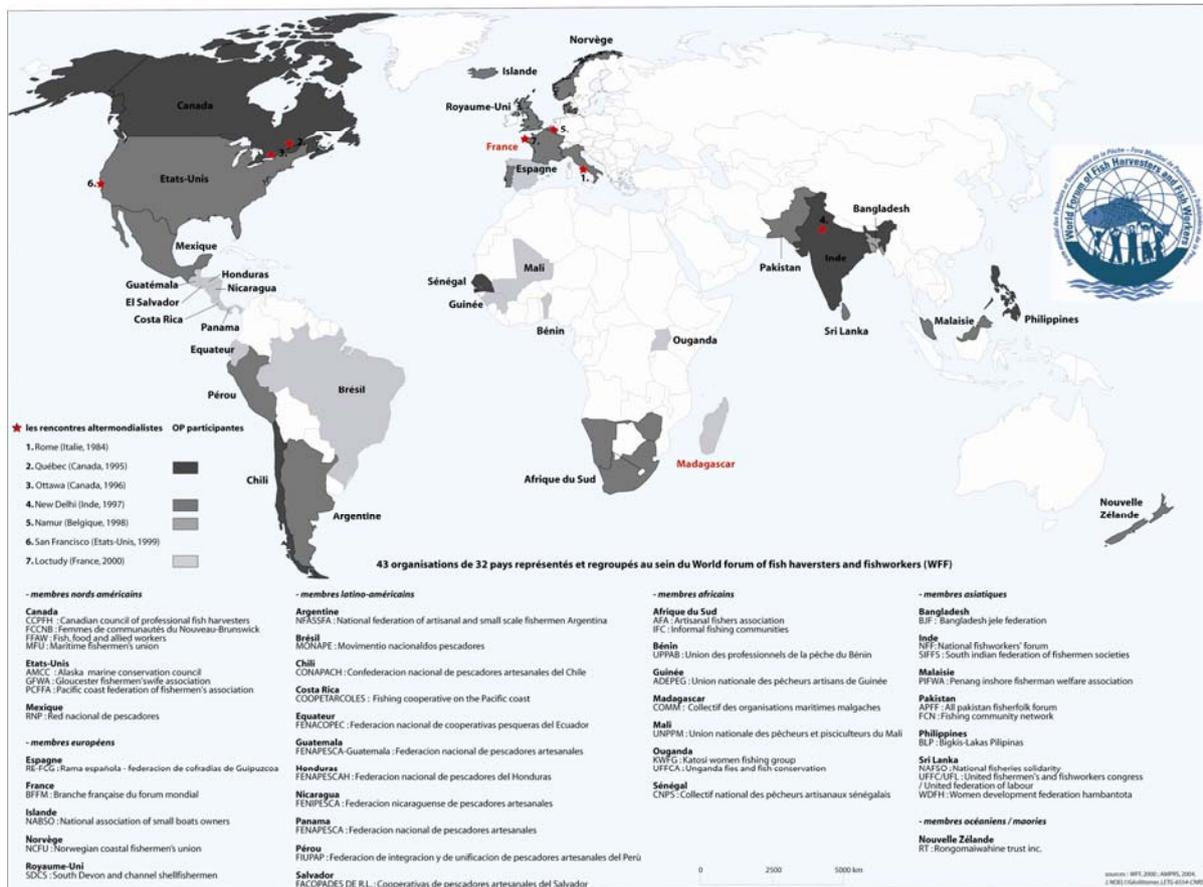
Actuellement, la dynamique altermondialiste halieutique semble être confrontée à trois déficits majeurs révélateurs de certaines discontinuités spatiales au sein du mouvement (31). Face à ses difficultés, certaines recompositions spatiales et quelques initiatives militantes axées sur une meilleure territorialisation de l'altermondialisme nous semblent ici pertinentes pour stimuler à nouveau la contestation (32), même si de multiples risques restent encore prégnants (33).

31 – Un essoufflement de la cause contestataire dû à trois déficits majeurs

En nous inspirant des travaux sur la mouvance altermondialiste en général, la contestation halieutique semble souffrir de trois principaux déficits (Fougier, 2004).

Le premier déficit apparent concerne un manque de **globalité** et se traduit par une spatialité doublement discontinue. En effet, le mouvement demeure un phénomène relativement concentré sur le plan temporel, se manifestant de manière sporadique le temps de quelques « grandes messes » (Chavagneux, 2005). En outre, si l'altermondialisation halieutique demeure à l'origine une initiative

du Sud (Le Sann, 2001), et en dépit de l'élargissement souhaité dans le discours, force est de constater que ces mobilisations se sont pour l'instant majoritairement déroulées sur un nombre restreint d'espaces nationaux du Nord (Canada, Etats-Unis, France, Italie, Belgique), au détriment des autres espaces connectés partiellement et plus tardivement à cette dynamique (*figure 4*). L'analyse géographique du mouvement amène donc à relativiser le caractère émancipateur transnational du mouvement en soulignant au contraire la résistance des espaces nationaux. Cette échelle permet en effet aux organisations de conserver leur autonomie et leurs pratiques spécifiques tout en se dotant d'une dimension supranationale supplémentaire pour relier et légitimer ces luttes entre elles (Agrikoliansky *et al.*, 2005).



A ce déficit de globalité s'ajoute celui de **popularité**. En effet, plusieurs organisations membres du Sud sont peu représentées au niveau régional par rapport à la prédominance de leurs effectifs⁶. Ce déséquilibre se retrouve également à un autre niveau d'échelle, au sein même du comité de coordination du Forum puisqu'on ne compte qu'un seul élu africain sur la douzaine de délégués participants. Le WFF ne représenterait d'ailleurs qu'une infime partie des actifs du secteur halieutique puisque « 99 % des pêcheurs et travailleurs de la pêche de la population mondiale n'ont aucun contact avec les organisations présentes à Loctudy [...] L'urgence est donc de les rejoindre et de chercher à les organiser » estime François Bellec. Une lecture plus attentive de la composition des participants à cette mobilisation révèle également pour ce militant de profondes disparités, certaines catégories d'acteurs (femmes, mareyeurs, employés d'usines) apparaissant largement sous-représentées au profit des organisations de pêcheurs (Bellec, 2001).

Enfin, le troisième déficit essentiel concerne le manque de **crédibilité** de l'altermondialisme. Les disparités qui subsistent entre secteurs traditionnels (plutôt au Sud) et artisanaux (plutôt au Nord) suscitent de multiples crispations entre membres en termes de techniques de pêche, de représentativité du Forum, etc. À une culture d'organisation assez radicale axée sur des logiques d'affrontement envers les organismes étatiques et internationaux pour les pêcheurs traditionnels

⁶ L'Asie concentre plus des trois quarts des *fishworkers* à l'échelle mondiale.

semble répliquer une politique plus réformatrice pour les artisans, fondée davantage sur des stratégies de négociation avec ces mêmes institutions (Fougier, 2004). L'exemple du rapprochement entre certaines communautés asiatiques de pêcheurs et l'ONG environnementaliste *Greenpeace* – fortement désavouée par les homologues occidentaux – illustre de manière probante les divergences existantes en matière de luttes d'actions et de stratégies d'alliances au sein du mouvement (Le Sann, 2001). De même, il semble que l'influence de l'altermondialisme soit pour l'instant assez limitée, notamment sur les grandes campagnes « politiques » (souveraineté alimentaire, lutte contre l'OMC) menées par ces sympathisants. Ces dernières apparaissent davantage efficaces lorsqu'elles se fondent sur des propositions propres aux réalités du secteur et appuyées par des relais nationaux (lutte contre les engins de pêche destructeurs, zone de réserve).

Ces limites trouvent sans doute leur cristallisation lors de la « scission programmée » du Forum au cours de son Assemblée constituante de Loctudy (France) en 2000 (Le Sann, 2001). En effet, à l'issue de cette rencontre qui devait initialement sceller la constitution du WFF, le mouvement international se divise en deux Forums distincts mais aux statuts quasiment identiques (*figure 4*) :

- le premier (le WFF) regroupe les organisations de pêcheurs artisans d'Europe et des deux Amériques ;

- le second (le *World forum of fisherpeople*, WFFP) rassemble les pêcheurs traditionnels d'Asie, d'Afrique et du Pacifique (maories) plus ceux d'Espagne et des Antilles.

Depuis, ces deux Forums vivent « deux histoires sensiblement différentes, malgré le parallélisme apparent de leur fonctionnement » (Chever, 2009). En effet, du point de vue strictement interne aux organisations, le WFF tient une Assemblée générale à Lisbonne en 2004 (Daniel-Ramanarivo, 2004) tandis que le WFFP se montre lui plus prolifique en multipliant les initiatives de rencontre et d'échanges : AG quasi-annuelle, co-organisations d'ateliers régionaux, etc. En outre, passé l'élan de solidarité et générosité post-tsunami en 2005, Chever constate le « peu de contacts rétablis entre les deux Forums » au cours de ces huit dernières années (Chever, 2009).

32 – Les recompositions spatiales et les dynamiques territoriales récentes du mouvement halieutique

Suite à cette division du mouvement social halieutique, plusieurs options sont donc envisagées par les militants de la cause halieutique artisanale pour tenter de ressouder les liens quelque peu distendus entre organisations professionnelles du Nord et du Sud. Concrètement, ces perspectives de reconstruction se traduisent sur le plan géographique par deux types de **recompositions spatiales**.

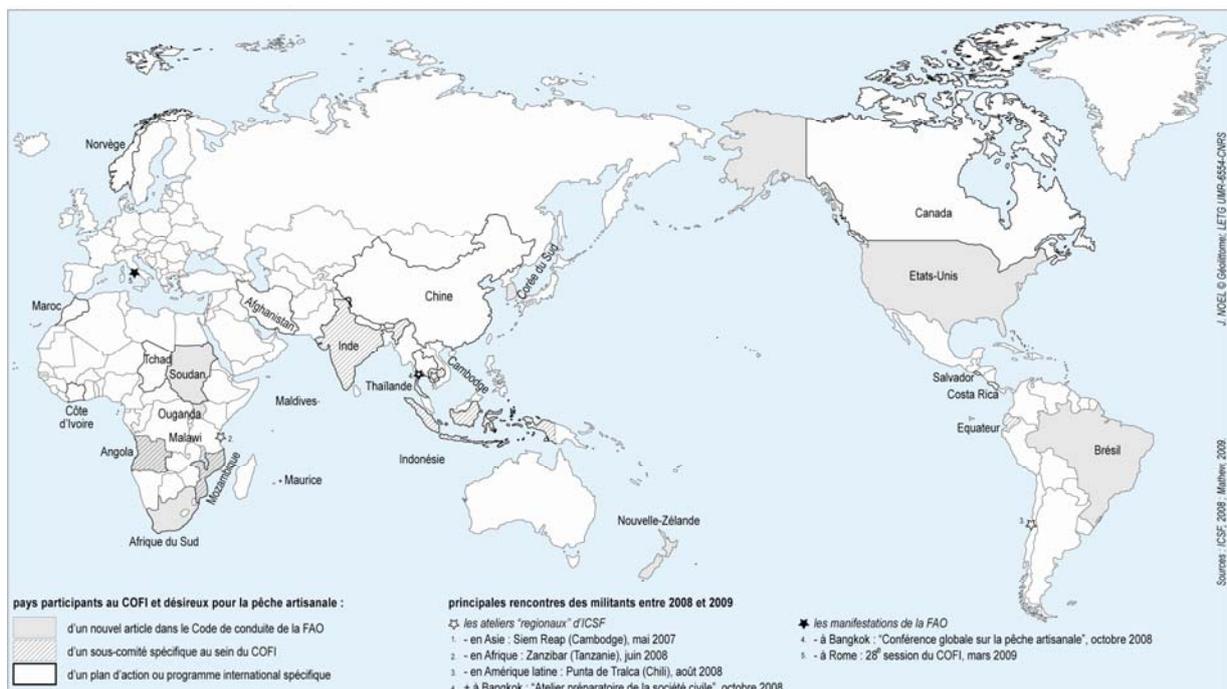
- D'un côté, certains contestataires halieutiques militent pour une inscription de la cause halieutique artisanale dans une dynamique de **réseaux transversaux**, « ne serait-ce que pour faire connaître leurs difficultés et partager leurs initiatives » (Daniel-Ramanarivo, 2004) mais aussi pour recevoir des interpellations d'autres catégories d'acteurs de la société civile (consommateurs, paysans, etc.) en rejoignant leurs luttes sur des thèmes plus vastes qui permettent d'échapper aux risques d'enfermement corporatiste et de marginalisation : défense de la biodiversité, souveraineté alimentaire, etc. C'est ainsi que certains délégués issus des deux Forums se côtoient lors de grandes manifestations internationales (« Sommet mondial sur le développement durable » de Johannesburg en 2002 ; « Forum social mondial de Mumbai en 2004 ; « Forum mondial sur la souveraineté alimentaire » de Nyéléni en 2007, etc.). A ce titre, le WFF salue lors de son AG de 2004 « *tous les mouvements nationaux et internationaux engagés dans la lutte pour un monde plus humain, solidaire et juste, et engage l'action frontale de la pêche artisanale pour qu'UN AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE* » (Daniel-Ramanarivo, 2004).

- D'un autre côté, certains participants privilégient un **ancrage plus local** du mouvement en souhaitant retravailler ses fondations à partir de la base avec les professionnels du secteur (Bellec, 2001). Dans cette optique, certains organismes comme l'ICSF, ainsi que dans une moindre mesure et à un autre niveau d'échelle la CAPE et le Collectif Pêche & Développement – hébergé au CRISLA (Lorient, France) –, jouent un rôle charnière majeur dans cette tentative de réconciliation. Au cours des huit années écoulées depuis cette séparation, ICSF poursuit ses activités d'appui et d'échanges en continuant d'aménager des **forums thématiques régionaux** à destination des *fishworkers* et de leurs communautés côtières, principalement du Sud. L'ONG contribue ainsi à pas moins d'une quinzaine de manifestations portant aussi bien des problématiques de commercialisation des produits de la mer (cf. section 23).

Ces stratégies complémentaires, qui contribuent irrémédiablement à promouvoir la cause de la pêche à petite échelle à travers le monde, sont amenées à s'intensifier et à s'entrecroiser au cours de ces dernières années pour finalement converger au cours de l'année 2008, une autre « *année charnière* » (Le Sann, 2001) dans l'histoire agitée de ce mouvement. En effet, aux yeux de nombreux militants, 2008 s'apparente pour la pêche artisanale à une autre année charnière. En effet, en mettant réellement en avant les pêches à petite échelle au niveau de l'assise mondiale, cette année constitue « l'aboutissement de vingt-cinq années de réflexion et de lobbying pour imposer l'idée que l'avenir des pêches est dans l'artisanat » estime René-Pierre Chever (2009). L'objectif principal des organisations « altermondialistes » – et particulièrement au Sud chez les membres du WFFP et d'ICSF – consiste alors à préparer le plus efficacement possible la tenue des deux manifestations majeures orchestrées par la FAO, la **Conférence globale sur la pêche artisanale** fin 2008 puis la **28^e session du Comité des pêches (COFI)** début 2009.

Dans une optique de coordination de revendications communes de la pêche artisanale, l'ICSF organise une série de trois **ateliers régionaux préparatoires** afin que les pêcheurs et leurs communautés du Sud puissent s'exprimer sur les conditions nécessaires à l'affirmation de leurs droits et la définition de leurs responsabilités en matière de gestion du littoral et des pêches (*figure 5*). Suite à ces ateliers, l'ONG organise une synthèse de ses réflexions autour d'un « Atelier préparatoire de la société civile » quelques jours avant l'ouverture de la Conférence et qui réunit une centaine de militants, en majorité affilié au WFFP (ICSF, 2008). L'objectif consiste en premier lieu à préparer chacun des thèmes relatifs à la nature des **droits des fishworkers** au sein de la filière et abordés pendant la Conférence, « de manière à parler d'une seule voix [et d'éviter] toute cacophonie devant les responsables de la FAO, de la Banque Mondiale et des gouvernements présents » (Chever, 2009) mais aussi à s'assurer que les enjeux soulevés lors des rencontres régionales y soient clairement exposés.

Aussi, près d'un quart de siècle après une première « conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches » (Rome, 1984), la FAO tient une nouvelle « conférence globale sur la pêche artisanale » à Bangkok (Thaïlande), du 13-17 octobre 2008, à laquelle participent plusieurs centaines de participants en provenance de 70 pays différents. En raison notamment de leurs « *conditions de travail et d'existence précaires et vulnérables du fait de l'incertitude des droits à la terre et aux ressources halieutiques, [de leur exclusion] aux grands processus du développement due à la faiblesse des structures organisationnelles, de la représentation et de la participation aux processus décisionnels...* », la thématique centrale de cette manifestation onusienne – « *Sécurisation de la pêche artisanale durable : associer la pêche responsable au développement social* » – traduit la volonté des organisateurs d'accorder une attention particulière à ces communautés de pêcheurs (site Internet de la Conférence).



En mars 2009, à Rome, se déroule la 28^e session du COFI, qui en tant qu'organe subsidiaire du Conseil de la FAO depuis 1965, est en charge d'examiner périodiquement les grands problèmes aquatiques mondiaux en vue d'en sortir quelques recommandations pour les divers États membres de l'organisation. Parmi les possibilités esquissées quelques mois auparavant lors de la conférence de Bangkok sur la nécessité pour la pêche artisanale « de disposer au sein de la FAO d'un outil d'envergure planétaire doté de moyens financiers et humains » (Chever, 2009), trois choix principaux retiennent ici l'attention de la quarantaine de délégations présentes à ce forum intergouvernemental (**figure 5**) : l'ajout d'un *nouvel article* au sein du Code de conduite ; la création d'un *troisième sous-comité* au sein du COFI ; l'organisation d'un *Plan d'action international* consacré à la pêche artisanale (Mathew, 2009).

Selon nous, les solutions d'avenir envisagées pour redynamiser cette contestation et tenter de dépasser ces difficultés, le développement récent de plusieurs démarches militantes nous semble porteur de perspectives intéressantes dans l'optique de réappropriation spatiale du secteur. En effet, le manque de spatialisation du discours et des actions par les altermondialistes du secteur ne doit pas empêcher les géographes de porter un regard disciplinaire sur ce mouvement alternatif et sur ces perspectives d'avenir. En termes de perspectives, pour participer réellement et efficacement à la construction d'un « autre monde halieutique » en tentant de réduire ou de corriger les diverses inégalités, cette mobilisation contestataire se doit, à l'avenir, de replacer l'espace – et notamment le territoire – au centre de ses préoccupations, afin de redynamiser son discours et de pérenniser ses actions. À ce titre, diverses initiatives en terme de gouvernance ou de patrimonialisation – et notamment en France, mais que nous ne faisons juste ici que mentionner – semblent révélatrices d'un investissement spatial plus affirmé de la part de ces acteurs et témoignent aussi d'une **territorialisation** progressive de l'altermondialisme.

Outre la volonté de forger une sorte « d'espace public autonome » (Ripoll, 2008) révélateur d'une « ébauche d'organisation territorialisée de l'altermondialisme » (Pech, 2006), certaines stratégies de regroupement associatif opérées par des femmes de pêcheurs en France (« Femmes entre Terre et Mer » en Bretagne-Sud) ou à Madagascar (« Kovapamina ») constituent une perspective intéressante de **gouvernance**, notamment en matière de structuration des acteurs pour peser davantage dans les processus et les institutions qui participent à la gestion politique du secteur à diverses échelles (Lévy et Lussault, 2003). Diverses actions sont également menées en matière de valorisation **patrimoniale**. Les démarches de labellisation et de certification entreprises ces dernières années par certains acteurs de la filière⁷ laissent présager des perspectives intéressantes en matière de valorisation de la rente territoriale des terroirs aquatiques ainsi révélés (Hinnewinkel, 2007). En outre, la participation de certains militants dans la mise en place « d'une cité de la pêche » au Guilvinec à travers le centre de découverte touristique *Haliotika* (Launay, 2008) ainsi que dans l'organisation d'un festival international de films « Pêcheurs du monde » nous apparaît particulièrement probante pour maintenir et perpétuer l'identité maritime de cette activité artisanale tout en contrecarrant « la vision souvent négative et unilatérale de la pêche diffusée par l'image » (Le Sann, 2008).

Néanmoins, ces recompositions spatiales et initiatives « territorialisées » ne masquent pas les menaces actuelles qui pèsent sur le mouvement social halieutique dans son ensemble.

33 – Les risques actuels encourus par cette altermondialisation halieutique

Au regard de la participation et à l'organisation de multiples manifestations de ces deux dernières années (cf. celles d'ICSF et de la FAO), force est de constater que le mouvement social propre au secteur de la pêche artisanale demeure **toujours d'actualité**. Il connaît toujours en revanche des difficultés similaires à celles déjà évoquées par Alain Le Sann en 2001 qui sont autant de risques de tensions de **tensions potentielles** à venir au sein de cette contestation.

Un bref détour sur les comportements des deux Forums internationaux constitutifs du mouvement altermondialiste halieutique nous renseigne sur les orientations divergentes opérées par ces deux structures syndicales. Ainsi au relatif **dynamisme du WFFP** semble répondre une certaine **atonie du WFF**, ce qui au premier abord peut sembler cohérent du fait que l'épicentre de cette contestation

⁷ « Bar de ligne » en Bretagne, promotion d'un écolabel « national » pour le lieu noir et la langoustine du golfe de Gascogne.

émane principalement des organisations asiatiques (Le Sann, 2001). En outre, les stratégies prises au cours de ces dernières années par ces deux Forums traduisent des positions différentes, le WFFP étant encore plus proche (géographiquement et idéologiquement) de l'ICSF tandis que le WFF tend plutôt à s'en éloigner au profit d'autres partenaires (tels la FPH). Par ailleurs, comme le fait remarquer Chever, « pendant les trois jours avant la conférence [de Bangkok], le WFFP a fait un vrai travail d'organisation de représentants de pêcheurs » (Chever, 2009). Paradoxalement, le positionnement des représentants du WFF est lui beaucoup plus ambigu ; ces derniers ont semblés assister à la Conférence de Bangkok de manière plutôt **opportuniste** sans véritablement partager les apports de l'atelier préparatoire – auquel ils n'ont d'ailleurs pas participé – et sans réellement montrer une volonté de renouer le dialogue avec son homologue du Sud. Ce qui fait s'interroger certains observateurs sur la structuration même de cet organisme, et notamment sur la relative désaffection des membres européens qui ont globalement brillés par leur absence à tous les niveaux (représentants des pêcheurs artisans, des pays membre de l'UE). « *Aujourd'hui, le WFF ne serait-il plus qu'un Forum mondial américain (du sud et du nord) de pays exportateurs ? Pire encore, ne serait-il plus qu'un club de quelques personnes cherchant à occuper quelques postes clef ?* » s'interroge René-Pierre Chever (2009).

D'autre part, au niveau des deux réunions de la FAO, les militants ne sont pas dupes quand aux difficultés inhérentes pour les organisateurs dans leur volonté de « parvenir à un ensemble de mesures cohérentes qui conviennent aux divers types de droits d'accès et d'usage en vigueur dans des pays et des pêcheries se trouvant à des niveaux de développement différents » (ICSF, 2008). Sur le plan de la conférence de Bangkok, les grandes perspectives d'orientations sur lesquelles celle-ci débouche provoque une certaine « hostilité instinctive » de la part des défenseurs de la pêche artisanale, notamment envers différents outils de gestion (quotas individuels transférables, aires marines protégées, écolabels) très souvent proposés par « des groupes financiers et/ou environnementaux pour s'imposer de fait à leurs communautés » (Chever, 2009). Hormis quelques progrès notables réalisés en matière de militantisme de terrain, les partisans sont sans illusions quant aux suites à donner car « ni la FAO ni les gouvernements nationaux ne vont se conformer comme par miracle aux points de vue développés dans la Déclaration » (Jaffer et Pictou, 2009). Par ailleurs, face aux indécisions et au manque de consensus des délégations membres du COFI en mars dernier quant au bon outil sensé promouvoir au mieux la pêche artisanale, le Secrétariat de la FAO décide finalement d'étudier diverses options pour donner suite à toutes ces suggestions et pour créer un cadre visant à suivre et faire connaître les efforts entrepris en vue de l'instauration d'une pêche durable (Mathew, 2009). Enfin, le fait que de nombreux représentants des pays industrialisés⁸ apparaissent plutôt enclin à réserver la concrétisation de la pêche artisanale aux seuls pays en développement, en dit assez long sur le **devenir précaire** de la pêche artisanale au sein de ces pays. Le souhait du gouvernement canadien d'appuyer par exemple au sein du dernier COFI un programme spécial visant à appliquer des principes de gestion « modernes » à ses pêches artisanales nationales ou bien encore le refus de la Commission européenne d'y inscrire un chapitre spécifiquement dédiée à ce type de pêche dans le Code de conduite de la FAO (Mathew, 2009) ne contribuent certes pas à la pleine reconnaissance que mérite ces pêches à petite échelle ainsi que les divers mouvements de soutien qui leurs sont liés.

CONCLUSION

Au terme de notre analyse, nous avons voulu montrer que l'activité pêche présente sur le plan spatial de multiples singularités, enjeux, conflits et inégalités, qui dans un contexte fortement mondialisé, favorise l'émergence d'une altermondialisation originale et critique. Toutefois, si cette contestation développe plusieurs dynamiques spatiales originales – tant sur le plan de ses acteurs que du discours et des actions proposées –, celles-ci ne sont cependant pas sans risques d'essoufflement et de discontinuités. Le manque conceptuel de territorialisation de cet altermondialisme ne doit pas empêcher les géographes de s'investir et de proposer une réflexion disciplinaire sur ce mouvement. Car, aux dires de certains géographes, si « la mondialisation telle qu'on la définit aujourd'hui est un

⁸ À l'exception notable de la Norvège, dont le gouvernement a décidé à la fin du COFI de cofinancer une consultation technique internationale à propos d'un programme mondial dédié à la pêche artisanale.

acquis, [...] il faut travailler sur tout ce qui la contredit, sur tout ce qui essaie de refabriquer de la différence » (Brunet *et al.*, 1999). Montrer que certaines initiatives militantes apparaissent susceptibles d'enclencher des reconfigurations territoriales intéressantes participe de cette volonté de construire une autre logique de développement du secteur dans son ensemble.

Dans un avenir proche, cette contestation halieutique va devoir en outre – comme pour la mouvance altermondialiste dans son ensemble (Fougier, 2004) – résoudre deux difficultés essentielles : d'une part un **élargissement** sur les plans social et spatial, et d'autre part un **approfondissement** sur les plans idéologique et politique. Sans cet effort de structuration, le risque de récupération demeure réel. Assurément, le système halieutique actuel, fortement globalisé et libéralisé, montre déjà des signes de résilience en intégrant différentes formes de critiques mais sans changer foncièrement de structure qualitative, tout en se rendant écologiquement et socialement plus acceptable⁹. Aussi, face à la multiplicité des stratégies « environnementalistes » qui se développent dans le secteur des pêches, et qui ne mettent finalement l'accent que l'un des aspects des problèmes – à savoir la conservation de la biodiversité des écosystèmes marins et littoraux –, il conviendrait selon nous de mieux tenir compte de la **diversité socioculturelle** de ces pêcheurs militants, ce qu'a notamment contribué à faire la FAO par son Code de conduite pour une pêche responsable ou bien encore l'organisation de sa Conférence globale en Thaïlande.

Plus généralement, seule une **prise de conscience géographique** de la part du mouvement contestataire, combinant dimension mondiale des problèmes (**globalisation**) et ancrage localisé des solutions (**territorialisation**) permettrait de mieux concilier selon nous protection et valorisation de la **géodiversité**, « cette perpétuation des processus de diversification tant biologique que culturelle » (Grenier, 1998) dont reste porteuse la pêche à petite échelle (Noel, 2009).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGRİKOLIANSKY (E.), FILLIEULE (O.), MAYER (N.), 2005. *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 370 p.
- ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE, PLURIEL ET SOLIDAIRE (AMRPS), 2004. *La pêche en eau trouble ? Propositions pour une gestion durable des ressources marines*. Paris, éditions Charles Léopold Mayer, 193 p.
- BELLEC F., 2001. « Loctudy : un an après ». Lorient, *LITPD*, CRISLA, n° 55, p. 2-4.
- BONFIGLIOLI (C.), BUDGEN (S.), 2006. *La planète altermondialiste*. Paris, éditions Textuel, 253 p.
- BRUNET (R.), DOLLFUS (O.), LEVY (J.), 1999. « Trois ou quatre choses que la mondialisation dit à la géographie ». Paris, *L'Espace Géographique*, GIP-Reclus, n° 1, p. 1-11.
- CARROUÉ (L.), 2002. *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 256 p.
- CHAUSSADE (J.), 1997. *Les ressources de la mer*, Evreux, Flammarion, 127 p.
- CHAVAGNEUX (C.) 2005. « L'altermondialisme a-t-il un avenir ? Les problèmes, les critiques, les pistes de renouveau ». Paris, *L'économie politique*, Alternatives Économiques, n° 25, 112 p.
- CHEVER (R-P.), 2009. « Des droits à conquérir ensemble ! ». Chennai, *Samudra*, ICSF, n° 51, p. 25-28.
- CORLAY (J-P.), CHAUSSADE (J.), 2008. « Les échanges de produits de la mer : évolutions et enjeux des vingt dernières années ». In GUILLAUME (J.) (ed.), *Les transports maritimes dans la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, p. 111-128.
- CORLAY (J-P.), 2004. « Du poisson pour se nourrir, du poisson pour vivre : les enjeux de la pêche et de l'aquaculture à l'aube du 3^e millénaire ». St-Dié les Vosges, *Actes du FIG*, n° 15. Disponible sur http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2004/corlay/article.htm
- CORLAY (J-P.), 1993. « L'espace halieutique existe, je l'ai rencontré... Essai théorique et méthodologique sur la géographie des pêches ». Nantes, *Cahiers Nantais*, IGARUN, n° 40, p. 57-75.
- DANIEL-RAMANARIVO (P.), 2004. « De Loctudy à Lisbonne ». Lorient, *LITPD*, CRISLA, n° 64, p. 1.
- DOLLFUS (O.), 2001. *La Mondialisation*. Mayenne, Presses de Sciences Po, 167 p.

⁹ Cf. les débats actuels que traverse la filière à propos des écolabels ou bien encore des aires marines protégées.

- FOUGIER (E.), 2004. *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?* Paris, éditions Lignes de repères, 176 p.
- GRENIER (C.), 1998. « Lieux, réseaux et modernité. Les îles et la diversité terrestre ». In GUILLAUD (D.), SEYSSET (M.), WALTER (A.) (ed.), *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaïson*, Paris, ORSTOM éditions, p. 233-240.
- HINNEWINCKEL (J-C.), 2007. « L'avenir du terroir : gérer la complexité par la gouvernance locale ». Aix-en-Provence, *Méditerranée*, PUP, n° 109, p. 17-22.
- ICSF, 2008. – « De la nature des droits ». Chennai, *Samudra*, ICSF, n° 49, p. 1.
- JAFFER (N.), PICTOU (S.), 2009. « Maintenant il faut continuer ». Chennai, *Samudra*, ICSF, n° 51, p. 38-40.
- KURIEN (J.), 2000. « 14 mesures pour le développement durable et équitable de la pêche artisanale à petite échelle ». Lorient, *LITPD*, CRISLA, n° 52, p. 2-4.
- LAUNAY (G.), 2008. « Haliotika fait découvrir la pêche en mer ». Paris, *Espaces. Tourisme & Loisirs*, SARL – Été, n° 261, p. 35-36.
- LÉVY (J.), LUSSAULT (M.), 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace et des sociétés*. Paris, éditions Belin, 1033 p.
- LE ROUX (S.), NOEL (J.), 2007. « Mondialisation et conflits autour des ressources halieutiques ». Paris, *Écologie & Politique*, Syllepses éditions, n° 34, p. 69-82.
- LE SANN (A.), 2008. « Lorient : un festival du film sur les pêcheurs du monde » Lorient, *LITPD*, CRISLA, n° 79/80, p. 12-13.
- LE SANN (A.), 2001. « De Rome à Loctudy : la naissance difficile d'un mouvement international des pêcheurs artisans ». Nantes, *Cahiers Nantais*, IGARUN, n° 55/56, p. 281-288.
- MATHEW (S.), 2009. « Défendre la pêche artisanale ». Chennai, *Samudra*, ICSF, n° 52, p. 4-9.
- NOEL (J.), 2009. « Regard géographique sur les dimensions spatiales de l'altermondialisation halieutique ». Rennes, *Norois*, PUR, n° 211, p. 3-18.
- NOEL (J.) 2004. *Les enjeux géographiques de l'altermondialisation dans la production et les échanges des produits halieutiques et aquacoles. Réflexions méthodologiques bibliographiques*. Nantes, Université, mémoire de DEA, Géographie, juin, 103 p.
- PECH (P.), 2006. « Altermondialisme : des espaces des altermondialistes à l'espace de l'altermondialisme, une autre forme de mondialisation ? ». In LEFORT (I.), MORINIAUX (V.) (ed.), *La Mondialisation*, Nantes, Éditions du Temps, p. 92-107.
- RIPOLL (F.), 2008. « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine ». Paris, *Espaces et sociétés*, Érès éditions, n° 134, p. 83-97.
- SOMMIER (I.), 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris Flammarion, 128 p.
- THUMERELLE (J-P.), VIGARIÉ (A.), 1998. « Les hommes sur les littoraux ». In GAMBLIN (A.) (coord.), *Les littoraux. Espaces de vie*, Paris, SEDES, p. 11-28.
- WFF, 2000. *Assemblée constituante du WFF. Actes. Annexe 1 : la genèse du mouvement*. Lorient, CRISLA, document interne, 108 p.

WEBIOGRAPHIE

- CAPE : <http://www.cape-cffa.org>
- Collectif P&D : <http://www.peche-dev.org>
- Conférence globale de la FAO sur la pêche artisanale : <http://www.4ssf.org/fr/index.htm>
- ICSF : <http://icsf.net>
- WFFP : <http://www.wffpfishers.org>